

# Agenda

**samedi 23 octobre**  
8<sup>ème</sup> course pour la paix à Ypres ; infos et inscriptions : bianca@vredesloop.be

**dimanche 24 octobre, 20 h.15**  
Cinéma ATTAC au Botanique : Film "Propagande de guerre, propagande de paix", Débat Avec François Houtart, Anne Morelli, Jean Bricmont.

**vendredi 29 octobre, 20 h.**  
Cinéma ATTAC au Botanique : Film « La Bataille d'Alger » de Gillo Pontecorvo  
Débat avec Serge Moureaux

**mercredi 27 octobre 2004, 12 h.**  
'Midi stratégique' du GRIP, avec exposé de Jean-Marie Chauvier sur les guerres du Caucase ; adresse : 33 rue Van Hoorde à 1030 Bruxelles

**vendredi 12 - 14 novembre 2004**  
après son annulation forcée (voir la 'brève' à l'intérieur), le week-end RAGE-ALN aura finalement lieu à Modave ; infos et programme sur [www.jcc.be.tf](http://www.jcc.be.tf) ; inscriptions à [rage@jcc.lautre.net](mailto:rage@jcc.lautre.net) ou 04 250 09 37

**samedi 27 novembre 2004**  
action Bomspotting (voir l'article à l'intérieur), aux bureaux de police de dizaines de localités en Belgique ; infos à [wallonie@bomspotting.be](mailto:wallonie@bomspotting.be) ou 0474 61 93 69

## In Memoriam ...

C'ETAIT AU TEMPS D'ALBERT FAUST.....

Notre cher camarade Albert Faust est décédé cet été, fauché par une sale maladie dite orpheline. Mais c'est nous qui sommes restés orphelins, nous syndicalistes, partisans de l'unification de la gauche, nous qui sommes comme lui, militants de l'idéal communiste. Ses camarades d'idées et de combat sont venus très nombreux à ses funérailles, pour lui rendre hommage, pour lui rendre justice contre les attaques infamantes de la bureaucratie syndicale. Comme le titrait le numéro du MPDS-NEWS qui lui était consacré : « salut l'Albert, on t'aimait bien » ! Nous comptons bien revenir dans un prochain Drapeau Rouge sur tous les combats auxquels participait Albert et, en particulier, cette lutte si importante pour la démocratie syndicale.

Claudine Pôlet

La rédaction du DR a appris avec tristesse la mort du camarade Gérard Deglin, membre du Bureau politique et de la direction liégeoise du Parti Communiste. Gérard avait été un responsable syndical fort important à la CGSP- enseignement de Liège. Il était également un grand militant pacifiste. Son engagement et sa bonne humeur nous manqueront. A Andrée et à sa famille, la rédaction tient à présenter ses condoléances les plus fraternelles.

# le drapeau rouge

## Mensuel du Parti Communiste

Editeur responsable : Pierre Beauvois  
Directeur de la publication : Mathieu Bietlot  
Adresse: 4, rue Rouppe - 1000 Bruxelles  
02/503.35.80  
Adresse électronique : [dr@belgi.net](mailto:dr@belgi.net)  
Prix au numéro : 1 euro  
Abonnement annuel : 10 euros.  
Sous enveloppe : 12 euros.  
chômeurs, étudiants : 6 euros.  
ING : 310.1278691-58

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

# le drapeau rouge

Mensuel du Parti Communiste fondé par Joseph Jacquemotte en 1920 - 84<sup>ème</sup> ANNEE

## Editorial

Si le retour du PC à l'avant-plan reste à confirmer, l'accueil - curieux et amène - qu'a reçu le premier numéro de ce nouveau *Drapeau Rouge* nous encourage à poursuivre dans cette voie... Voici donc sa deuxième édition, vous offrant nos commentaires sur l'actualité du monde et celle de nos batailles.

D'abord, un souffle d'enthousiasme nous est venu des Amériques : le quinze août dernier, le président Chavez a reçu le soutien de son peuple auto-organisé et convaincu par le progrès social (alphabétisation, médecine gratuite, développement du micro-crédit, régularisation des sans-papiers,...) auquel il participe activement depuis six ans.

En face, regardant d'un mauvais œil l'essor de la révolution bolivarienne, les Yankees comptent, de la main droite, les intentions de vote en faveur de leur belliciste de Président et, de la main gauche, les pertes quotidiennes dans les rangs de la coalition en Irak (bien moins nombreuses, il est vrai, que les victimes civiles irakiennes de l'embargo, de la guerre et de l'occupation). Les Etats-Unis de Bush peuvent désormais compter sur le soutien ouvert de l'Union européenne depuis qu'elle a mis à la tête de sa Commission le Portugais Barroso qui n'a jamais caché son allégeance aux maîtres de Wall Street. Prenant exemple sur eux, l'Europe des nantis nous concocte une Constitution qui scellera durablement la prédominance des droits du capital sur ceux des êtres humains et de la justice sociale.

Le patronat l'a bien compris et en profite déjà. La directive Bolkestein permet la libéralisation sans entraves de tous les services (y compris la santé ou l'enseignement) au sein du marché intérieur. *Siemens* en Allemagne et, bientôt en Belgique, le *VKW* et la *FEB* jouent le chantage à la délocalisation pour prolonger la semaine de 35 à 40 (voire 50) heures de travail. De son côté, *Volkswagen* décide de geler les salaires pendant deux ans et de réduire les coûts salariaux de 30 % d'ici 2011, en menaçant de

licencier 30.000 de ses 177.000 travailleurs, car les usines allemandes ne seraient plus compétitives face aux usines tchèques et slovaques.

Les grands syndicats et les sociaux-démocrates, en acceptant cette Constitution et ces chantages au nom du moindre mal et de leur traditionnelle collaboration, ouvrent la porte aux pires régressions. Plus que jamais, il est nécessaire que les communistes et toutes les forces anticapitalistes se fassent entendre, s'organisent et intensifient leurs luttes.

## Sommaire - Numéro 2 - octobre 2004 - Prix: 1 €

<b>ARCELOR: UN JUGEMENT CHOQUANT !</b> <i>Raymond VANDORMAEL</i> ..... page 2	<b>QUEL COMMUNISME POUR DEMAIN ?</b> <i>Robert HOUTAIN</i> ..... page 12
<b>RETRAIT DES ARMES NUCLÉAIRES DE BELGIQUE</b> <i>Fabien RONDAL</i> ..... page 3	<b>Milosevic au TPI CELUI QUI DOIT SE TAIRE</b> <i>Georges BERGHEZAN, Jean BRICMONT, Vladimir CALLER, Hernan VALVERDE</i> ..... page 14
<b>ENERGIE, MOBILITÉ... A QUAND LA VOLONTÉ POLITIQUE ?</b> <i>Pierre BEAUVOIS,</i> ..... page 4	<b>QUATRE ANS D'INTIFADA...</b> <i>Maurice MAGIS</i> ..... page 15
<b>CONSTITUTION EUROPÉENNE : CONSULTER LES PEUPLES</b> <i>Maurice MAGIS</i> ..... page 6	<b>POEMES DE BERTOLT BRECHT</b> .....page 16
<b>LE « CADEAU DE LA GUERRE »</b> <i>Jean BRICMONT</i> ..... page 8	<b>LE RETOUR DE LA JEUNESSE COMMUNISTE !</b> .....page 17
<b>VENEZUELA : VICTOIRE DU NON AU NÉOLIBÉRALISME</b> <i>Paul Emile DUPRET</i> ..... page 10	<b>QUAND L'INDUSTRIE DU JOUET SE FAIT L'AUXILIAIRE DU PENTAGONE...</b> .....page 17
	<b>QUAND LE CINÉMA MILITE</b> <i>Pierre EYBEN</i> ..... page 18

# Arcelor

## Un jugement choquant !

**Le jugement rendu par le tribunal correctionnel de Liège, dans le cadre de l'explosion de la cokerie de Cockerill à Ougrée (groupe Arcelor), acquitte la direction et la hiérarchie d'Arcelor, mais condamne à 3 mois de prison avec sursis les deux ouvriers régleurs, qui écopent en plus chacun d'une amende de quelque 250 euros. Rappelons que l'explosion du 22 octobre 2002 a provoqué la mort de 3 ouvriers et en a blessé 29.**

C'est un jugement tout à fait scandaleux qui a été rendu le 20 septembre dernier par le tribunal correctionnel de Liège. Celui-ci a purement et simplement blanchi les patrons et les cadres d'Arcelor qui ne seraient, selon lui, pas pénalement responsables. C'est tout à fait honteux quand on sait que, quand il s'agit de toucher leurs bénéficiaires, ces mêmes patrons savent être très responsables, n'hésitant pas à fermer des usines ou à licencier des milliers de personnes. Le tribunal a fait porter toutes les responsabilités aux ouvriers et a permis à la direction de s'en sortir bien, faisant en cela sien le proverbe qui veut qu'il vaut mieux être riche et puissant que pauvre et misérable.

Après un tel jugement, on ne peut s'empêcher de se demander à nouveau si la justice est la même pour tout le monde en Belgique. Visiblement on a affaire ici à une justice au service des patrons, une justice qui reprend la thèse scandaleuse de l'erreur humaine pour enfoncer deux travailleurs qui ont déjà eu à subir de graves blessures physiques et morales, une justice qui n'encourage en aucune façon la direction de Cockerill à accroître la sécurité sur les lieux du travail et à mieux former les travailleurs aux impératifs de la sécurité.

C'est la direction d'Arcelor et sa hiérarchie qui sont bel et

bien responsables et elles auraient dû être condamnées par le tribunal comme le fut dernièrement la SNCB pour l'accident de Pérot. Visiblement, le cortège tragique d'accidents mortels qui se succèdent depuis quelques années chez Cockerill-Sambre Arcelor n'a même pas servi de sonnette d'alarme pour les juges liégeois. L'analyse de l'accident met pourtant clairement en évidence des carences organisationnelles de la sécurité qui dépassent largement les ouvriers condamnés.

Face à cette injustice flagrante, nous devons soutenir

les deux travailleurs condamnés et leur exprimer notre solidarité ! Nous nous devons également de soutenir toutes les initiatives mises en place afin d'exprimer la colère des travailleurs face à ce jugement et à leur direction.

Raymond VANDORMAEL

Si vous désirez plus d'informations et/ou être tenu au courant des mouvements de contestation, contactez l'auteur à

[raymond.vandormael@skynet.be](mailto:raymond.vandormael@skynet.be)



## Qui est Michael Moore ?

Moore est de premier abord un Américain comme on en rêve, qui ne mâche pas ses mots, qui n'est pas politiquement correct, qui sait situer l'Irak et... la Belgique sur une carte du monde ! De plus, il a ce petit côté gauchiste, exhortant à "mettre le bordel !" (lu dans son livre *Tous aux abris*) et prônant une "opération de guérilla contre le grand Capital" qui fait furieusement penser à nos compatriotes Noël Godin (Le Gloupier) ou Jan Bucquoy. Pour ses attaques à répétitions, cet "empêcheur de faire du pognon tranquille" a été poursuivi en justice 23 fois (avec 23 victoires devant la cour) par des compagnies gênées par

ses écrits ou ses reportages, notamment Nike qui a été forcée, après *The Big One* de mettre (officiellement bien évidemment) fin au travail d'enfants pour la fabrication de ses produits en Indonésie. Généralement haï par les républicains, Moore ne bénéficie pas non plus d'un soutien inconditionnel des démocrates, qui le considèrent souvent comme «trop extrême» pour l'Américain moyen. Cet ami de José Bové (avec lequel il manifesta sur la Croisette sa solidarité avec les intermittents du spectacle) n'est pourtant ni un marxiste ni un anticapitaliste radical. Il prône le retour à une intervention de l'Etat afin de réguler la mondialisation capitaliste et les ravages qu'elle engendre (également aux Etats-Unis). Ses prises de position s'apparentent plutôt à celles de la frange sociale-démocrate de la

mouvance altermondialiste. Son soutien en janvier au général Wesley Clark, le « bombardier de Belgrade », alors candidat démocrate à la Maison Blanche, a toutefois (et à juste titre) été mal accepté par nombre de ses fans les plus radicaux en Europe et aux Etats-Unis. Il s'est par ailleurs transformé en désastre politique pour le militaire.

On espère que le poil à gratter Moore réussira son pari de contrer Bush. On espère plus encore qu'une fois celui-ci délogé de son siège, il ne perdra pas sa verve pour dénoncer les ravages de la mondialisation capitaliste et de l'impérialisme américain que les démocrates défendront avec presque autant de zèle que les républicains.

Pierre Eyben



### Petite biographie de Michael Moore

« *L'ignorance mène à la peur, la peur mène à la haine et la haine conduit à la violence. Voilà l'équation.* » Michael Moore

Fils d'une secrétaire et d'un ouvrier de chez General Motors à Flint dans le Michigan, neveu du fondateur du syndicat des travailleurs de l'automobile (UAW), Michael Moore était prédestiné à devenir un "col bleu". Et pourtant, à 18 ans, il se fait élire au conseil d'administration de son université, où il devient l'un des plus jeunes Américains à accéder à une fonction publique.

C'est l'époque du début de l'invasion des établissements scolaires par le secteur privé et il sera le pourfendeur des injustices dont les étudiants sont victimes. Puis, à 22 ans, il fonde Flint Voice, un journal alternatif qu'il dirige pendant 10 ans.

Sa carrière cinématographique débute en 1989. Il vend alors tous ses biens personnels et parvient à réaliser le film *Roger et moi*, dans lequel il dénonce l'application des mesures de gestion de Roger Smith, président de General Motors, responsable de la fermeture des usines automobiles de Flint (30.000 licenciés dans une agglomération de 150.000 habitants !). En 1995, il réalise la fiction *Canadian Bacon* (sélection officielle "Un certain regard" au Festival de Cannes), un film dans lequel le président américain déclare la guerre au Canada pour détourner l'opinion publique de la crise économique. *The Big One* sort en 1999 et traite de la 'tiers-mondialisation' de l'Amérique et des pratiques douteuses des multinationales comme Nike. En 2002, *Bowling for Columbine* (Prix du 55e Festival de Cannes) est un petit succès international. Il remporte en 2003 le César du meilleur film étranger et l'Oscar du meilleur documentaire. L'intervention violemment anti-Bush de Moore lors de la cérémonie est très remarquée. Le documentaire s'inspire d'un fait divers réel, le massacre en 1999 de 13 personnes par deux adolescents à la Columbine High School. Moore s'interroge, dans le contexte de l'après-11 septembre 2001, sur la culture de la peur véhiculée par les media et les politiciens, et sur la "meurtrière" industrie de l'armement américaine et son pendant politique la NRA (National Rifle Association).

Parallèlement à la sortie de ses films, Michael Moore sort plusieurs livres (*Tous aux abris*, *Dégraissez-moi ça* et *Mike contre attaque*) qui connaissent un grand succès aux Etats-Unis. Dans *Mike contre attaque*, il dénonce la politique menée par l'administration Bush dans une lettre devenue célèbre reprenant 48 décisions plus que révélatrices allant de la nomination d'une dirigeante de Monsanto comme administratrice adjointe de l'Agence de protection de l'environnement, à la réduction de 50 % du budget de la recherche sur les énergies renouvelables en passant par un projet de baisse d'impôts qui profite, pour 43 %, au 1 % des Américains les plus fortunés.

Cette année, Moore reprend son bâton de pèlerin anti-Bush et sort *Fahrenheit 9/11* (voir ci-dessus)



## Quand le cinéma milite

Ces derniers mois ont vu fleurir de nombreux films qui, avec des tons et des points de vue très divers, sont tous de petits bijoux de contestation ou de mémoire militante.

Voilà sans doute une bonne occasion d'aller dans un cinéma alternatif (les Grignoux à Liège, le Nova à Bruxelles, ...) pour suivre le voyage initiatique d'un Che adolescent à travers l'Amérique latine, se remémorer le coup d'Etat fomenté par les Etats-Unis contre la révolution pacifique et démocratique au Chili, comprendre les effets d'une cure intensive de Mac-Do ou sonder l'Amérique de Bush.

### Carnets de Voyage (Walter Salles)



*Personne ne naît communiste.  
Même pas Che Guevara.*

*"Cette errance sans but à travers notre «Amérique Majuscule» m'a changé plus que je ne le croyais"  
(Voyage à motocyclette,  
Che Guevara, éd. Mille et une nuits)*

Walter Salles, qui avait signé il y a quelques années le superbe *Central do Brasil*, nous conte ici le voyage initiatique vers le communisme de deux jeunes Argentins, Alberto Grnado et Ernesto Guevara. Grâce à ce film, on comprend mieux la naissance d'une conscience politique face à la réalité économique et sociale de l'Amérique latine de 1952. Ministre à Cuba, Ernesto Guevara, devenu le Che, invitera son ami Alberto à y fonder un hôpital pour lutter contre la lèpre. Alberto y vit toujours et, en le voyant aujourd'hui, on se surprend à rêver au Che en vieillard

virulent et passionné.

### Salvador Allende (Patricio Guzman)

Et dire qu'il n'y avait à ce jour pas encore eu le moindre film s'attendant à la biographie d'Allende et revenant sur le coup d'Etat de la droite et de l'extrême droite chiliennes organisé par les services secrets américains ! Patricio Guzman (documentariste, auteur notamment du documentaire *Le Cas Pinochet*) comble ce vide et fait ainsi un pied de nez magistral au dictateur Pinochet et aux Etats-Unis qui se sont évertués pendant 30 années à faire disparaître la figure d'Allende de la conscience collective. Le film montre en effet à quel point Allende est et reste pour nombre de Chiliens un héros vénéré en silence.

### Super Size Me (Morgan Spurlock)

Ce film est un documentaire décapant sur la mal-bouffe dans lequel on retrouve le mélange de contestation et d'humour noir qui a fait le succès de Michael Moore. Histoire de donner du poids à son enquête, Morgan Spurlock (réalisateur et acteur principal) n'hésite pas à ingurgiter matin, midi et soir, pendant 30 jours, la nourriture concoctée par Mc Donald's (avec obligation de prendre le format « maxi » s'il lui est proposé). On suit alors, au travers de visites médicales, la dégradation fulgurante de sa santé. Il prendra 11 kilos en 30 jours ! Au détour de questions existentielles du style « Quelle partie du poulet trouve-t-on dans un Chicken Nugget ? », Spurlock décortique également les techniques de marketing des chaînes de fast-food et en particulier leur « intérêt » pour les plus jeunes. Sidérant!

### Fahrenheit 9/11 (Michael Moore)

Moore a choisi aujourd'hui de faire de la non-reconduction du mandat présidentiel de celui qu'il qualifie de 'putschiste', G.W. Bush, sa première

priorité et de jouer la carte du moindre mal en soutenant les démocrates (un peu comme le firent de nombreux anticapitalistes en France lors du second tour de la présidentielle 2002).

Dans *Fahrenheit 9/11*, on retrouve le ton inimitable de Moore. Il dénonce la politique de régression sociale menée par G.W. Bush et son administration, son agression injustifiée de l'Irak, ainsi que les liens troubles entre les familles Bush et Ben Laden. Avant même d'être présenté et primé à Cannes (Palme d'Or), *Fahrenheit 9/11* avait déjà créé une vaste polémique. Le groupe Walt Disney (qui finance la campagne de Bush à hauteur de 640.000 \$) avait en effet refusé de distribuer le film produit par sa filiale Miramax. Plusieurs journaux avaient alors évoqué la crainte de Disney de voir certaines aides fiscales supprimées pour son parc en Floride, un Etat dont le gouverneur n'est autre que Jeb Bush, le frère du Président. Moore, lui, avait crié à la 'censure' sur son site web. Le film a finalement été distribué et jouit (particulièrement aux Etats-Unis) d'un succès populaire unique pour un documentaire, concurrençant les superproductions hollywoodiennes.



**Casquette vissée sur la tête, jeans délavé et embonpoint de circonstance, Michael Moore a tout du prototype de l'Américain moyen tel que nous le concevons. Pourtant, en 15 années de créations littéraires et cinématographiques, Moore s'est construit la réputation d'un critique féroce et intraitable d'une certaine Amérique, une Amérique majoritairement blanche et conservatrice, celle de Bush.**

## Retrait des armes nucléaires de Belgique: le fossé entre effet d'annonce et réalité



Le Président Bush l'a annoncé il y a quelques semaines. Pour des raisons d'économies, une partie des militaires américains présents en Europe va rentrer à la maison.

Le moulin à rumeurs s'est immédiatement mis en route, alimenté notamment par le Bourgmestre de Kleine Brogel, Theo Kelchtermans, craignant pour "l'emploi" dans la région en cas de départ des armes nucléaires américaines stationnées à Kleine Brogel. Il demandait également des apaisements sur le maintien des tâches nucléaires stationnées à Kleine Brogel "parce qu'il n'est en fait pas important que les armes nucléaires soient effectivement stationnées à Kleine Brogel. Le fait que la base soit équipée pour abriter ces armes est une raison d'existence en soi"

Aujourd'hui, on peut "rassurer" le bourgmestre de Kleine Brogel...

S'il est vrai que l'OTAN discute actuellement d'une proposition visant à réduire l'arsenal nucléaire américain en Europe, il ne s'agit que d'un retrait partiel, pas d'un retrait complet. Il ne s'agit que d'une opération d'épargne des Etats-Unis et rien ne change au niveau politique. La stratégie nucléaire de l'OTAN n'est pas modifiée d'un iota. Sans l'arrêt de la stratégie nucléaire de l'OTAN, un retrait partiel n'est qu'un geste symbolique. En effet, ça ne fait pas beaucoup de différence pour l'"ennemi" d'être détruit cent fois ou cinquante fois. Une fois suffit. La menace reste donc la même.

En outre, malgré ces discussions, la situation sur le terrain montre une réalité toute contraire : la modernisation des entrepôts d'armes nucléaires à Kleine Brogel et dans d'autres bases de l'OTAN va en effet prochainement débuter. La force aérienne américaine a signé un contrat à ce sujet le 30 juillet dernier avec la firme Atlantic Comm-Tech. Cette entreprise s'occupe principalement de télécommunications militaires et a déjà effectué des travaux pour le SHAPE et pour l'US Air Force en Allemagne et en Italie. Cette modernisation, qui permettra un entreposage jusqu'en 2018 et dont le coût est évalué à plus de 2 millions de dollars, devrait avoir lieu d'ici à la mi-2005.

La signature de ce contrat démontre que le retrait annoncé d'une grande partie des troupes américaines stationnées en Europe, tout comme les discussions en cours au sein de l'OTAN, n'ont pas d'effet sur la présence des armes nucléaires. **La stratégie nucléaire reste inchangée. Donc aussi la nécessité de mener des actions pour s'y opposer.**

L'association Bomspotting continue son action, pour le désarmement nucléaire, pour un retrait total des armes nucléaires d'Europe et pour la dénucléarisation de la stratégie de l'OTAN. Une nouvelle série d'actions non-violentes démarre maintenant : le 27 novembre 2004 est une journée nationale Bombe-spotting et nous conjuguons nos efforts le 16 avril 2005 pour un Bombe-spotting XL à l'OTAN à Bruxelles, au SHAPE à Mons et à Kleine Brogel.

Fabien RONDAL [www.bomspotting.be](http://www.bomspotting.be)

Le terme mobilité a envahi le discours politique depuis plusieurs années. Mais, de fait, le débat, plus que décennal, s'empresse de segmenter, de démembrer, voire de disloquer une approche globale pour imposer une réponse techno-économique structurée intégrant les multiples aspects de la question. On ne peut, en effet, dissocier déplacement, énergie, pollution, emploi, nature de la consommation, environnement. Le conflit actuel autour de DHL, mais aussi ceux, connus, autour des aéroports de Bierset et de Gosselies, sont autant d'indicateurs d'une absence de politique planifiée, cohérente en terme de déplacement, tant dans le chef national qu'europpéen.

Par ailleurs, un ministre français ne vient-il pas de s'interroger sur l'utilité de construire des automobiles capables de circuler à plus de 200 km/heure alors que pratiquement toutes les législations européennes mettent la barre aux 120-130. Et l'on espérerait qu'une autorité politique belge s'interroge sur l'utilité sociale de privilégier fiscalement les propriétaires de 4x4, sur-consommateurs d'énergie et munis de pare-bufiles dans un pays où toutes les vaches sont en enclos !

L'Union européenne dit s'inscrire, depuis plus de dix ans, dans la foulée des accords de Rio et ses dérivés, dans une option de réduction des gaz à effets de serre. Les principales activités responsables sont les chauffages domestique et industriel usant des combustibles fossiles (dérivés du pétrole, gaz naturel, charbon), l'industrie des transports individuels de personnes et le fret routier. Pour sa part, l'industrie automobile répond, jusqu'à présent, à une demande individuelle de transport par des véhicules de plus en plus lourds et de moins en moins collectifs, dont les rendements énergétiques globaux sont de plus en plus faibles. A ce titre, on notera que, lors du déplacement d'une personne dans un véhicule propulsé par un moteur à combustion interne, moins de 7 % du combustible consommé sert à déplacer le conducteur, généralement seul dans l'habitacle. Ce qui signifie que plus de 90 % du combustible « sert » davantage à déplacer de l'acier que des êtres vivants, à chauffer l'atmosphère, à expédier dans celle-ci, que nous respirons, des effluents gazeux, dont le CO2.

## Energie, mobil A quand la volonté

Ceux-ci représentent, en poids, près du double de celui du combustible consommé.

L'Union européenne dit vouloir tendre (mais pour quand ?) vers une norme de 11,4 kg de CO2 émis pour 100 km de déplacement en automobile, soit une consommation équivalente de carburant de l'ordre de 7 kg. Bref, le transport routier est, énergétiquement le moins efficace et le plus polluant. Et les thuriféraires des campagnes antitabac feraient bien d'accoler à la lutte antitobac celle contre les particules solides cancérigènes provenant de l'usage croissant du diesel. Suivre un poids lourd pendant 5 minutes, c'est combien de paquets de cigarettes ?

L'émergence d'une « science nouvelle », la logistique, née de l'intensification des transports, des délocalisations, d'échanges à des distances de plus en plus grandes, a pour effet premier de substituer à des dépenses salariales des coûts de transports (donc d'énergie) et surtout des rémunérations croissantes du capital. Cette option a conduit à maximaliser le fret par camions. En Belgique, 75 % du transport « marchandises » est le fait de la route contre 12,5 pour le rail et 12,5 pour la voie d'eau. Stop ou encore ?

Le *just in time*, tant vanté par les transporteurs routiers, cale vu l'encombrement des autoroutes, l'insécurité croissante et la multiplication des embouteillages. L'aller-retour Charleroi-Rotterdam en camion se faisait en un jour voici cinq ans. Il en faut deux aujourd'hui ! Qui chiffre les pertes de PIB, de productivité des entreprises privées comme publiques résultant des difficultés et du retard dans les déplacements ? Qui mesure les coûts induits, actuels et plus encore à terme, pour la collectivité, en matière de santé, voire de réparation dues aux mutations climatiques ? Qui mesure que la réduction du temps de travail, péniblement acquise, est intégralement transférée, si pas

plus, dans des temps de transport de plus en plus longs pour aller au boulot ? Ma voiture, c'est ma liberté ? Voire, et à court terme !

### Technologies disponibles

Le TGV remplace avantageusement les vols aériens sur des distances inférieures à 1000 km environ. L'Union européenne a poussé à la mise au gabarit des voies hydrauliques sur base des 1.350 tonnes et, actuellement, une dorsale fluviale traverse l'ensemble de l'Europe centrale de la mer du Nord à la mer Noire. Mais la batellerie wallonne connaît de sérieux problèmes et le parc des péniches est obsolète en dépit d'un besoin très réel de relance de la construction navale.

Le moteur électrique est d'un rendement énergétique nettement plus élevé que celui à combustion interne. Les transports en commun électriques sont moins énergivores et moins bruyants que les transports individuels. D'ailleurs, nombre de grandes villes européennes ont préféré substituer le tram- métro au bus.

Au moment où chacun s'entend dire que les réserves pétrolières déclinent et que, en plus des conflits dramatiques du Proche-Orient et d'Asie centrale directement liés aux intérêts spécifiques, politico-monopolistiques, américains, les coûts d'exploitation de l'or noir ne feront que croître, il y a nécessité d'un débat urgent sur la politique énergétique européenne. Celui-ci devra prendre en compte, non seulement la politique de déplacement, mais aussi celle du chauffage individuel ou collectif. On en reviendra aux ébauches d'alternatives émises dans les années '70, avec la valorisation des biomasses, dont le biodiesel, à de nouvelles perspectives en agriculture, à des normes urbanistiques en termes d'intensification de la rénovation et de l'isolation de l'habitat, à des réseaux de chauffage col-

## Le retour de la Jeunesse communiste !



Les jeunes communistes commencent à s'organiser, à réfléchir et à débattre de leur avenir en tant que force politique. En excluant toute forme de sectarisme et en se remettant en question de manière permanente, ils visent en particulier les jeunes des quartiers populaires, du monde de travail et les étudiants.

Il y a déjà une section très active à Bruxelles et, très bientôt, d'autres sections à Charleroi, La Louvière et Namur !

Tenez-vous au courant de nos activités, de nos réflexions et de nos actions sur [www.jeunes-communistes.be](http://www.jeunes-communistes.be) et contactez-nous sur [info@jeunes-communistes.be](mailto:info@jeunes-communistes.be), au 21 avenue de Stalingrad à 1000 Bruxelles ou au 0485 93 92 40.

*Les jeunes communistes pour la démocratie jusqu'au bout*

## Quand l'industrie du jouet se fait l'auxiliaire du Pentagone...

Pour avoir publié un livre<sup>1</sup> dont le titre contient le nom de son célèbre jeu, la multinationale Hasbro attaque en justice l'éditeur EPO, l'accusant de « contrefaçon »

Il est bien sûr assez risible de considérer qu'un livre mettant à nu la géostratégie états-unienne puisse « concurrencer déloyalement » un jeu de société et causer un quelconque manque à gagner à la multinationale, devenue propriétaire des droits du célèbre Monopoly.

Il est également étonnant d'apprendre que la plainte a été déposée par Hasbro trois ans après la publication du livre, mais quelques jours après que, à Bruxelles, Michel Collon, auteur du livre incriminé, ait contribué à l'action en justice intentée contre le général Franks, accusé de crimes de guerre en Irak.

Coïncidence ? Peut-être. Mais l'incongruité de la plainte de Hasbro pourrait tout aussi bien s'expliquer par la présence, au sein de son conseil d'administration, de Paul Wolfowitz, n° 2 du Pentagone, idéologue particulièrement belliciste des *néo-cons* au pouvoir à Washington. Il a certes suspendu son mandat depuis son entrée dans le gouvernement Bush, mais son influence et ses intérêts ont probablement tout sauf cessé, à l'instar de son collègue Cheney, dont le retrait de la firme Halliburton n'a pas empêché qu'elle empoche le gros des contrats de « reconstruction » de l'Irak.

Une autre figure intéressante dans le CA de Hasbro est Marie-Hélène Kravis qui, avec son milliardaire de mari, est liée au complexe militaro-industriel et à Israël.

Ainsi, l'exorbitant montant réclamé ne s'explique pas tant par la naturelle gourmandise lucrative des patrons de Hasbro et de leurs mentors mais, surtout, par l'intention d'en finir avec des éditeurs publiant encore des textes contestataires et de museler toute critique de la stratégie impérialiste des Etats-Unis.

<sup>1</sup> *Monopoly, l'OTAN à la conquête du monde*, Michel COLLON, EPO, 2001

BERTOLT BRECHT

*Eloge du Parti*

*Chaque camarade a deux yeux  
Le Parti en a mille.  
Le Parti connaît trois continents  
Chaque camarade connaît une ville.  
Chaque camarade a son heure  
Le Parti, lui, a mille fois son heure.  
Chaque camarade peut être anéanti  
Mais le Parti ne peut être anéanti  
Car il est l'avant-garde des masses  
Et dirige leur combat  
Avec les méthodes des classiques, puisées  
Dans la connaissance de la réalité.*

*Mais le Parti, c'est qui ?*

*Mais le Parti, c'est qui ?  
Siège-t-il donc dans un bureau, entouré de téléphones ?  
Ses pensées sont-elles secrètes, et inconnues ses résolutions ?  
C'est qui le Parti ?*

*Le Parti, c'est nous.  
Toi, moi, vous - nous tous.  
Tom veston lui tient chaud, camarade, et dans la tête il pense.  
Où j'habite, il est chez lui ; où l'on attaque, il combat.*

*Membre-mous le chemin qu'il faut prendre, et nous  
Le prenons avec toi ; mais  
Ne t'engage pas sans nous sur le bon chemin.  
Sans nous il est  
Le plus mauvais de tous.  
Ne te sépare pas de nous !  
Nous pouvons nous tromper, tu peux avoir raison, donc  
Ne te sépare pas de nous !*

*Le chemin direct vaut mieux que le détour - nul ne le conteste :  
Mais si, connaissant le chemin,  
Tu ne sais nous le montrer, à quoi la science nous sert-elle ?  
Partage-la avec nous !  
Ne te sépare pas de nous !*

ité...  
politique ?

lectif valorisant les rejets calorifiques, à l'effacement du « bus » et du transport privé au bénéfice de modes de transports collectifs que la recherche wallonne conçut dans les années '70 (TAU, GLT), mais que les grandes entreprises et le pouvoir politique se refusèrent à mettre en application dans nos propres régions.

On devra encore revenir sur le débat concernant le nucléaire, les perspectives de la fusion que le livre « blanc », édité par Willy Claes, à l'époque ministre de l'économie, annonçait pour les années 2020. Qu'en reste-t-il ? Les opérations « villes sans voitures » ne doivent être qu'un préalable à l'organisation d'un vaste débat démocratique sur toute la problématique de l'énergie, donc ne pas se limiter, ce qui est à craindre, à un effet politicien d'annonce.

**Côté automobile**

Flash back. La Wallonie et Bruxelles ont connu un développement intéressant de l'industrie automobile, avant et entre les deux guerres, lié à un essor important de l'industrie des fabrications mécaniques. A Liège, outre la FN, qui produisait des équipements civils (camions, motos, outillages...), ce qui pouvait augurer d'un recentrage de l'activité vers le travail « utile » plus que vers la production d'armements, bien des entreprises moyennes à haute valeur ajoutée existaient dans des secteurs comme la machine outil, les presses, le soudage en ligne, la construction ferroviaire et la signalisation, les équipements de production électrique, les machines de conditionnement, etc. Plusieurs marques automobiles « belges » existaient.

A l'époque, il ne s'agissait pas d'assembler des composants venus, tel c'est le cas aujourd'hui, de l'ensemble d'une Europe de plus en plus élargie, mais de produire l'essentiel des éléments. La substitution d'un pétrole à

bas prix au charbon, le repositionnement de la Société Générale vers des activités financières, de services au détriment l'industrie, eurent raison des compétences mécaniques et minières.

On parla donc de « reconversion ». La politique d'aides publiques colossales, promue par le ministre Spinoy, copiée plus tard par ses homologues régionaux, attira notamment les principaux producteurs automobiles mondiaux, pour assembler in situ. De mécaniciens concepteurs, créateurs, comme dans bien d'autres domaines, nos régions devinrent pays ateliers. Hors Ford Genk, les usines de Renault à Vilvoorde, de Leyland à Manage, de Volkswagen et de Citroën à Forest, de General Motors à Anvers, se limitèrent à monter des composants importés, l'essentiel de la valeur ajoutée étant créée en dehors du pays.

Citroën cessa brutalement ses activités bruxelloises au début des années '80, peu de temps après que l'usine Michelin de Zuun eut pratiqué le même genre de démantèlement sans concertation. Le scénario de fermeture ne fut guère différent pour l'usine Leyland, implantée dans la région du Centre. Et l'on connaît les retentissements plus récents de l'affaire Renault comme le climat incertain qui plane sur l'auto-montage flamand ou bruxellois. Au passage, on épinglera les récentes guérrilles qui sévirent entre le Hainaut et le département du Nord français pour obtenir, moyennant plus de 30% d'aides publiques à l'investissement, que l'usine Yaris de Toyota soit implantée dans le Valenciennois. Dans le domaine du pneumatique, outre le cas Michelin, la famille liégeoise Englebert céda la direction de son entreprise à des groupes allemands qui, après diverses restructurations, éliminèrent cette activité de la région liégeoise.

Côté construction ferroviaire, la détérioration de nos capacités de production n'est pas moins évidente. D'une Belgique disposant à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, dans le sillon anglais, des plus fortes capacités dans ce domaine, d'un ensemble d'entreprises construisant métros et chemins de fer aux quatre coins du monde, il ne reste quasiment rien. Extinction des filiales du groupe

Empain (ABR) dans ce secteur, annexion de la Brugeoise et Nivelles par le groupe canado-étatsunien Bombardier, suivie du démantèlement de l'essentiel de l'outil de production, après l'obtention des commandes Thalys et Eurostar, fermeture des divisions ferroviaires du groupe Boël à Braine-le-Comte, de celles des ateliers Bregg à Lot, étiolement des capacités des ACEC passés sous le joug d'Alstom...

Concernant les chantiers navals, hors quelques ateliers moyens travaillant essentiellement pour la réparation des péniches ou la grande exportation, la fermeture des entreprises Boel à Tamise a quasiment sonné le glas d'une présence belge substantielle dans ce domaine, bien que bon nombre de citoyens s'accordent sur la nécessité de moderniser la flotte maritime. Quant au modeste secteur de l'aéronautique, il accumule ces derniers temps, hélas, les plans de restructuration.

**En guise de première conclusion**

Dans une période qui réclame de profondes reconversions technologiques et conceptuelles, dans des domaines aussi liés que l'usage des énergies, les modes de déplacement, les incidences climatiques et environnementales, les Régions wallonne et bruxelloise accusent un déficit lamentable de politique industrielle adaptée aux enjeux. Les potentialités de recherche et développement dans ce domaine étaient, jadis, fortes et pourraient être revivifiées.

La volonté politique de se mettre dans une situation de dépendance envers les oligopoles de l'énergie et des technologies du transport, ainsi que l'absence de volonté de couplage des compétences régionales aux besoins de la population, ne vont certes pas dans le sens des promesses gouvernementales de créer 200.000 emplois. Après la catastrophe de la Sabena, va-t-on vers celle de l'auto-montage ?

Pierre BEAUVOIS,

*Suite de l'article dans le prochain Drapeau Rouge : pétrole et profits financiers de VW contre développement « durable ».*

"Le projet de Constitution énonce les valeurs sur lesquelles se fonde l'Union européenne : le respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, le pluralisme, la justice... L'(UE) combat l'exclusion et les discriminations, et promeut la protection sociale... », etc. A lire le préambule du texte sensément refondateur d'un processus européen faiblement rouillé, notre continent est promis à un avenir radieux. Au vu des intentions proclamées par les auteurs, il n'y aurait plus – simple formalité – qu'à entériner au niveau des parlements nationaux la nouvelle bible démocratique qui entend aussi rapprocher les citoyens du projet européen, structurer la vie politique dans l'Europe élargie à 25 Etats, faire de l'UE un facteur de stabilisation dans un nouveau monde multipolaire (pour reprendre les trois défis assignés aux constituants par le Conseil européen de Laeken en décembre 2001).

### Le social en danger

Alors tout baigne et voilà l'Europe armée pour affronter la crise sociale, économique et politique dans laquelle elle s'enfonce ? Voilà la première question qui s'impose au moment où, aux quatre coins du continent, de Rome à Paris et de Londres à Bruxelles, une attaque concertée est menée par les gouvernements, de gauche ou de droite, contre les acquis sociaux. Le démantèlement du « modèle social allemand » hargneusement organisé par le chancelier social-démocrate Schröder avec l'appui des verts et de l'opposition social-chrétienne, illustre remarquablement la violence de l'offensive menée partout par les milieux d'affaires. Temps de travail, régime des pensions, droits des sans-emploi, soins de santé : rien n'échappe à la vindicte du capital. Mais il est à noter que les arguments déployés en Allemagne pour justifier les agressions contre les acquis sont ceux que l'on retrouve partout, serinés par les organisations patronales et les partis dominants : la course à la compétitivité dans une économie ouverte serait historiquement incompatible avec les conquêtes sociales et démocratiques pour lesquelles ont combattu des générations de travailleurs. Alors, le projet de Constitution remet-il en cause les

## Constitution européenne : consulter les peuples

processus de destruction sociale que nous combattons ?

### Le renard dans le poulailler

Lisons le texte. Par exemple, l'article 1-3 sur les objectifs de l'Union : celle-ci « offre à ses concitoyens (...) un marché unique où la concurrence est libre et non faussée ». Par la suite, revient sans cesse le leitmotiv libéral de « l'économie ouverte où la concurrence est libre ». Mais de quelle liberté parle-t-on ? De celle du renard dans le poulailler ? C'est précisément cette tendance obsessionnelle à « marchandiser » toute la vie sociale qui conduit le continent à la régression. D'autres articles consacrent la vision des forces libérales en matière de services publics et de politique sociale. En clair, il s'agit d'inscrire dans le marbre l'actuelle et dangereuse organisation économique d'une Europe tournée vers le marché et la compétition économique, sans possibilité de retour en arrière ou de choix politiques alternatifs. En effet, une Constitution est faite pour durer des dizaines d'années et il est bien précisé qu'elle ne pourrait être revue qu'à l'unanimité des 25 membres de l'Union.

Certes, de cela il est fort peu question dans les commentaires de celles et ceux qui défendent le texte et militent pour son adoption définitive au motif qu'il vaut mieux cela que rien. Cela ? Dans la presse, on a surtout fait la part belle aux épineuses questions institutionnelles. Soit, pour faire court, au partage du pouvoir entre les Etats à travers un nouvel équilibre des compétences entre la Commission européenne, le Conseil européen et le Parlement européen. Si cet aspect des choses est important (nous pourrions y revenir dans une prochaine édition), il a surtout servi de paravent aux grands enjeux économiques et sociaux. Et d'ailleurs, de quel partage du pouvoir parle-t-on quand le rôle de la Banque centrale, temple de l'orthodoxie néo-

libérale, est sanctifié : pas plus demain qu'aujourd'hui, elle n'aura de comptes à rendre à qui que ce soit, ni aux gouvernements, ni aux Parlements. Dès lors, elle pourra peser plus que jamais sur les dépenses publiques et les coûts salariaux. Quant au Parlement européen, soit les élus des peuples, il se voit enjoindre à l'article III-46 de « réaliser l'objectif de libre circulation des capitaux entre Etats membres et pays tiers ». Et seule « une loi ou une loi-cadre européenne peut établir des mesures qui constituent un pas en arrière dans le droit de l'Union en ce qui concerne la libéralisation des mouvements de capitaux à destination ou en provenance des pays tiers ». Priorité donc au capital financier et à la spéculation dans un texte appelé à durer « trente à cinquante ans » comme l'a proclamé Valéry Giscard d'Estaing, le parrain du projet. Ne dit-on pas pourtant que la démocratie, c'est le choix ?

### Priorité au marché

Interpellé à propos de la « constitutionnalisation du modèle libéral », Giscard a vanté les accents sociaux du texte en prenant appui sur un article qui évoque effectivement le plein-emploi, le progrès social, la croissance équilibrée, la protection de l'environnement... Le problème, c'est que ces objectifs sont contredits par les contraintes libérales imposées. Ainsi, le document préconise une « économie sociale de marché hautement compétitive (...) visant le plein emploi et le progrès social ». Ou encore, en ce qui concerne les « services d'intérêt économique général » (vision réductrice des services publics), tolérés comme dérogation aux règles de la concurrence: « L'Union et ses membres (...), dans les limites du champ d'application de la Constitution, veillent à ce que ces services fonctionnent sur la base des principes et dans des conditions notamment économiques et financières qui leur permettent d'accomplir ces

## Quatre ans d'intifada Les efforts de paix au point mort

Voici un peu plus de quatre ans, la deuxième intifada éclatait dans les territoires occupés, colonisés par l'Etat d'Israël. Personne aujourd'hui n'oserait en prévoir la fin.

On se souvient que la visite provocatrice d'Ariel Sharon, alors en campagne électorale, sur l'esplanade des Mosquées, haut lieu sacré des musulmans à Jérusalem-Est, avait mis le feu aux poudres. Aux protestations populaires, les forces de l'ordre israéliennes avaient répondu en tirant dans la foule. Mais c'est l'échec du processus d'Oslo censé mener à la paix et à l'émancipation des Palestiniens qui se trouvait sanctionné par la même occasion. Processus miné par la politique de bouclage et de contrôle policier menée par Tel-Aviv dès 1993.

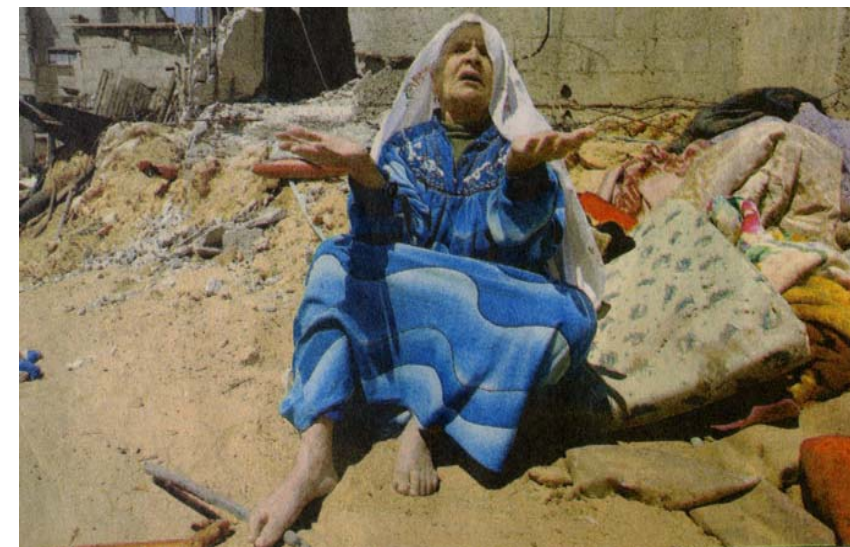
Depuis lors, la spirale répression-attentats-répression a largement pris le pas sur toute véritable approche politique du conflit, ridiculisant les promesses de Sharon à son peuple (« j'apporterai la paix et la sécurité ») et plongeant Gaza et la Cisjordanie dans un noir désespoir. Deux sociétés se font face, souvent animées par la haine, sur un territoire exigu. Les voix pacifistes qui, des deux côtés, en appellent à la raison, semblent décidément bien faiblards, tant les cris des ultras israéliens et des islamistes se font tonitruants.

### Territoires amputés

Certes, semblant reprendre à son compte l'idée chère aux travaillistes d'une séparation sans négociations, Sharon a décrété le retrait unilatéral de Gaza par Israël des colonies et des

forces militaires qui les protègent. Avec une date butoir, la fin 2005. Mais le même Premier ministre ne cache pas sa volonté d'annexer définitivement, en fait les meilleures terres. C'est déjà dans ce sens que se matérialise inexorablement la « clôture de sécurité » qui ampute les Palestiniens d'une partie de leur territoire et privera durablement la main-d'œuvre arabe de l'accès au travail en Israël. Dans le même temps, la récente et sanglante opération « Jours de repentir » dans la bande de Gaza montre que le gouvernement israélien est déterminé à poursuivre ses opérations militaires, quel qu'en soit le prix humain. Enfin, Sharon a répété ses menaces contre Yasser Arafat, enfermé dans ses bureaux de Ramallah, histoire de donner des gages à l'extrême droite et de réaffirmer que, dans ses calculs politiques, tout Palestinien est un terroriste avéré.

Cela n'émeut pas trop la dite « communauté internationale » dont les réactions d'indignation restent essentiellement verbales. Ou complices comme dans le cas des Etats-Unis. Faute d'actes concrets, la « feuille de route », le plan de paix international qui devait conduire à un Etat Palestinien en 2005 mais que Sharon n'a jamais accepté, s'étiolle chaque jour davantage. Sans mesures contraignantes, sans protection du peuple palestinien, Sharon poursuivra ses buts. Au prix du sang : depuis septembre 2000, 4.450 personnes ont été tuées dans ce conflit, dont plus de 950 Israéliens. Sinistre comptabilité qui n'en finit pas de s'alourdir. Maurice MAGIS



## Brèves....

### Le vrai visage du MR

Le MR, par l'intermédiaire de la députée wallonne et chef de groupe MR au Sénat Christine Defraigne, a proposé que la Région wallonne vende ses parts dans le groupe Arcelor (4,5 %) afin d'investir dans des aménagements de l'aéroport de Bierset en vue d'y accueillir éventuellement la compagnie DHL.

En résumé, il s'agit d'abandonner le moyen de pression que l'on détient encore sur Arcelor afin de le pousser à respecter un peu mieux ses engagements à l'égard des travailleurs du bassin wallon. Et ce dans quel but ? Celui de dérouler un tapis rouge à la multinationale DHL, grande pourvoyeuse d'emplois précaires et dont les événements des dernières semaines ont montré clairement la versatilité et les pratiques ultra-libérales.

Cette proposition MR cadre évidemment bien avec la « philosophie » néolibérale qui voudrait nous faire croire que tout irait mieux si l'Etat se « contentait » de subventionner les entreprises privées tout en leur laissant les mains totalement libres. On voit un peu partout les ravages qu'une telle philosophie engendre pour les travailleurs. On voit également les profits records que les multinationales peuvent en tirer. En ces temps où la droite se prétend sociale, il est évidemment éclairant de constater le camp choisi par le MR.

### 200.000 Néerlandais dans les rues d'Amsterdam

Samedi 2 octobre, plus de 200.000 personnes ont manifesté leur opposition aux mesures d'austérité et de régression sociale du gouvernement néerlandais de centre-droit du Premier ministre Jan Peter Balkenende. Il s'agissait de la plus grande manifestation dans la capitale économique des Pays-Bas depuis les manifestations contre les armes nucléaires en 1981. Aux Pays-Bas, comme un peu partout en Europe, le gouvernement suit avec zèle les recommandations patronales et essaye en ce moment d'imposer des mesures visant à l'allongement du temps de travail et au détricotage de l'assurance-maladie.

Voilà que les raisons « humanitaires », qui avaient si efficacement servi à justifier le bombardement de la Yougoslavie en 1999, semblent toujours d'usage pour, cette fois, parachever la besogne en ordonnant le silence forcé de son ancien président. Ainsi, les juges du Tribunal pénal international (TPI) de La Haye, faisant preuve d'une soudaine sollicitude pour l'état de santé de Slobodan Milosevic, ont estimé, le 2 septembre, qu'il est « trop malade pour assurer lui-même sa défense » et ont décidé de lui imposer les « services » de deux avocats, travaillant pour le compte dudit Tribunal.

Certes, Milosevic souffre réellement de problèmes cardiaques, qui ont entraîné divers retards au cours de la première phase du procès. C'est pour s'assurer de pouvoir achever celui-ci d'ici un an que les juges disent avoir pris la décision, inédite dans les annales judiciaires, d'interdire à l'ancien président de se défendre. Mais d'autres motivations affluent : l'avant-veille de cette décision, des responsables anonymes du TPI reconnaissaient que priver Milosevic de la possibilité de se défendre lui-même était la « seule solution » pour éviter qu'il ne donne un contenu trop politique au procès.

Les juges ont ainsi réussi à interrompre brutalement la plaidoirie que le dirigeant serbe avait commencée deux jours plus tôt et dans laquelle il dénonçait, avec une vigueur remarquable pour un malade, l'illégalité du Tribunal et pointait du doigt ceux qu'il estime être les véritables responsables de la tragédie yougoslave. Combatif, l'accusé montra à quel point l'éclatement de la Yougoslavie a été avant tout le résultat des appétits géopolitiques de l'Allemagne pour les Balkans, avec la complicité de nostalgiques du III<sup>ème</sup> Reich, tant du côté allemand que du côté croate. Il mit également en évidence le rôle du Vatican et de la hiérarchie catholique croate, qui ont attisé la rébellion armée contre l'autorité centrale de Belgrade, alors capitale d'une République fédérale multiethnique. Il accusa les forces de sécurité allemandes

## Milosevic au TPI CELUI QUI DOIT SE TAIRE

et états-uniennes d'avoir participé à la formation et à l'armement de l'UCK afin d'exacerber les affrontements interethniques au Kosovo et de déstabiliser ce qui restait de la Fédération. Il dénonça enfin l'hypocrisie de ceux qui ont fait appel aux forces les plus agressives de l'intégrisme islamique, dont les réseaux de Ben Laden, pour fomenter, au nom de la démocratie et des droits de l'homme, des troubles d'une grande violence tant en Bosnie qu'au Kosovo. Le tout ayant comme objectif réel d'en finir, une fois pour toutes, avec cette Yougoslavie, expérience iconoclaste et dérangeante, avec ses relents de socialisme, au milieu d'une Europe lancée dans une course euphorique au néo-libéralisme.

Pour avoir osé dire tout cela, ou plutôt pour avoir commencé à le dire, il fallait impérativement et de toute urgence faire taire Milosevic, au mépris des droits les plus élémentaires de la défense. Le TPI n'en est pas à son coup d'essai en la matière. Depuis sa création il y a une décennie, il a modifié plusieurs fois ses règlements et procédures, au gré des circonstances, exempté de tout contrôle extérieur. Les témoins à charge peuvent être anonymes et tous les moyens sont bons pour les faire parler : réductions de peines s'ils sont eux-mêmes inculpés, voire emprisonnement pour « outrage à la cour » s'ils ne sont pas assez loquaces.

Le fossé entre les moyens mis à la disposition de l'accusation et de la défense est saisissant. Les procureurs, secondés par des centaines d'enquêteurs ayant travaillé pendant plusieurs années, ont eu droit à trois journées pour présenter leurs accusations contre Milosevic à l'ouverture du procès. L'accusé, privé d'accès à Internet et même parfois de téléphone, n'a eu droit qu'à quatre heures pour introduire sa défense. Face aux protestations de l'ancien président, les juges n'ont d'autre réponse que de

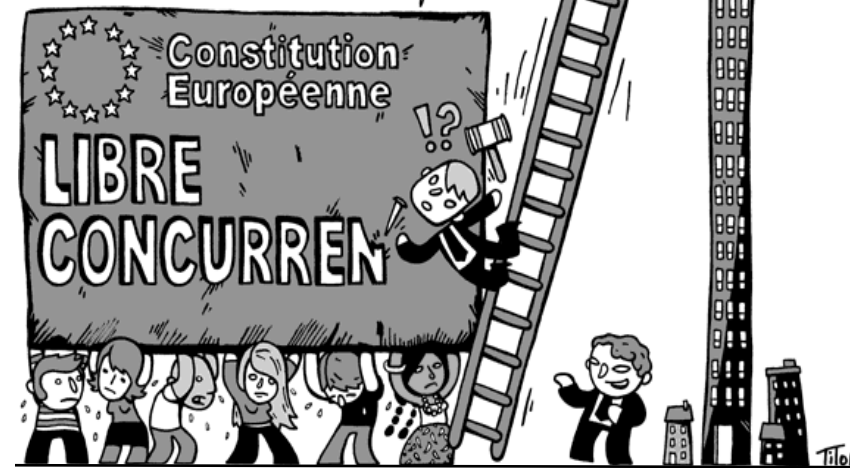
lui débrancher son micro.

Caricature de justice des vainqueurs, le TPI n'a d'autre fonction que de dédouaner l'Occident de ses responsabilités dans les guerres yougoslaves. Le procureur Del Ponte en avait déjà fait la démonstration lorsqu'elle refusa, début 2000, d'ouvrir ne fut-ce qu'une enquête sur l'éventualité de crimes de guerre commis par l'OTAN durant sa campagne de bombardements de l'année précédente. Lorsque Amnesty International avait affirmé que l'OTAN était bel et bien responsable de crimes de guerre, elle s'était bornée à rétorquer que « nos experts sont plus experts que les experts d'Amnesty International ». La comparution du général Wesley Clark, celui qui dirigea les 78 jours de bombardements, comme témoin de l'accusation contre Milosevic illustre de manière particulièrement ubuesque la servilité du TPI envers Washington. Au mépris de ses propres règles et de celles de tous les tribunaux du monde, Clark fut autorisé, pendant l'audience à huis clos, à téléphoner à son ancien chef, Bill Clinton, et à recevoir des fax de ce dernier.

Milosevic bâillonné, il sera plus facile d'esquiver tout ce qui pourrait rappeler le fiasco des prétendus projets de développement démocratique et des droits de l'homme dans les protectorats balkaniques de l'Occident, comme au Kosovo livré aujourd'hui à la mafia et aux fanatiques de la pureté ethnique. Le bouc émissaire réduit au silence, l'historiographie officielle de la tragédie yougoslave ne risque plus d'être troublée par les écarts intempestifs d'un accusé prié désormais d'attendre, sans broncher, sa condamnation à la perpétuité.

Georges Berghezan, Jean Bricmont, Vladimir Caller, Hernan Valverde, version légèrement raccourcie d'un article publié dans *La Libre Belgique* du 16/09/04

Ne laissons pas le marché imposer sa loi à l'Europe!



missions, la loi européenne définit ces principes et ces conditions ». D'ailleurs, « les aides accordées par les Etats membres ou au moyen de ressources d'Etat sous quelque forme que ce soit qui menacent de fausser la concurrence (...) sont incompatibles avec le marché intérieur ».

Bref, on voit qu'il s'agit bien moins de promouvoir l'emploi, les outils collectifs ou les garanties sociales, objectifs pourtant proclamés, que de rendre la zone « euro » attractive pour les « investisseurs », pour les jeux des multinationales dont on vérifie chaque jour les effets pervers pour l'emploi et le pouvoir d'achat des familles. Plus généralement, le projet de Constitution apparaît comme un formidable piège idéologique. Comme le notaient à la veille des élections européennes des responsables syndicaux et des animateurs d'ATTAC dans une carte blanche au Soir, « ce super-Traité constitutionnalise les orientations et les politiques qui s'imposeront aux institutions européennes comme aux Etats membres, avec comme fil conducteur une 'concurrence libre et sans entrave' (...) Or, ces entraves sont les réglementations qui nous protègent comme travailleurs, comme malades, comme étudiants ou encore comme consommateurs et qui sont le fruit de combats sociaux et de l'action politique démocratique. Ne seront plus autorisées que les réglementations qui permettent au marché de tout envahir ».

### Mobilisons-nous !

Est-ce un hasard si ces enjeux fondamentaux ont été quasiment absents de la récente (non) campagne électorale ? Comme s'il s'agissait de mentir aux électeurs ? Est-ce un hasard si la nouvelle Commission est plus que jamais clairement marquée à droite alors que montent dans plusieurs pays les protestations contre les dérives néolibérales ? Le texte proposé est une étape – fondamentale – de plus en direction de ce que Bernard Cassen appelle un « carcan libéral qui s'apparente à une peine incompressible de 20 ou 30 ans de néolibéralisme ». Tout véritable choix politique alternatif progressiste serait ainsi mis hors de portée des peuples.

On comprend dès lors que les communistes, chez nous comme dans les autres pays européens, militent pour exiger une consultation populaire sur ce projet qui sacralise en droit la suprématie du grand capital. Il s'agit donc de se mobiliser, avec d'autres, pour que cette consultation ait lieu, d'abord pour forcer l'ouverture d'un débat que les partis dominants veulent éviter à tout prix, ensuite pour rendre sens, en disant « non » à cette Constitution, à l'exigence d'une autre construction européenne, élaborée à partir des besoins et de la vie quotidienne des gens.

Maurice MAGIS

## Brèves...

### Gauche moderne

Le fossé entre pauvres et riches s'est accru en Grande-Bretagne depuis l'arrivée au pouvoir de Tony Blair en 1997. Une étude indépendante intitulée « Repenser la justice sociale » vient en effet de révéler que la société britannique est devenue encore moins égalitaire depuis l'arrivée au pouvoir du New Labour avec 54 % des richesses détenues par les 10 % les plus riches en 2000, contre « seulement » 47 % en 1990.

Cette étude révèle par ailleurs que les femmes étaient en 2003 les plus nombreuses à vivre dans la pauvreté, pour 21 % d'entre elles, contre 19 % d'hommes, et que leurs salaires représentaient cette année-là en moyenne 92 % de ceux des hommes.

Elle révèle aussi que le niveau de vie des britanniques est largement déterminé par la classe sociale de leurs parents et par la couleur de leur peau.

Enfin, elle pointe que la participation sans cesse plus faible aux élections a pour conséquence une plus grande influence politique des classes aisées.

### Gauche moderne, encore

Toujours en Grande-Bretagne, 73 % des Britanniques affirment dépasser le temps de travail prévu dans leur contrat (alors qu'une « exception britannique » permet déjà aux employés de s'affranchir du plafond européen de 48 heures par semaine lorsque les salariés sont « consentants »). Quelque 50 % d'entre eux estiment que cela affecte directement leur vie personnelle. Ils sont par ailleurs 50 % à travailler à leur domicile durant les week-ends ou le soir en semaine et 44 % à travailler pendant leur pause repas. Ce rythme affecte leur sommeil (38 %), leur régime alimentaire (32 %), ainsi que leurs relations affectives (51 %) et familiales (20 %).

La bonne nouvelle, c'est que cela leur laisse peu de temps pour réfléchir au système dans lequel ils vivent et à l'utilisation faite des progrès technologiques et des profits de leur employeur en vue d'améliorer leur bien-être.

suite page 9

En 1967, Israël a vaincu en six jours cinq pays arabes et s'est emparé de la partie de la Palestine historique qui lui avait échappé en 1948. Comme l'histoire l'a montré, cette victoire éclatante a beaucoup contribué à faire « progresser » la paix et la stabilité dans la région, et à faire reculer le terrorisme et l'antisémitisme. Il était par conséquent tout à fait rationnel pour les dirigeants américains de tenter de dupliquer cette expérience positive, mais en plus grand, dans un pays non pas de trois, mais de vingt-cinq millions d'habitants. C'est ainsi qu'il y a un an, ils ont commis le crime qui avait été jugé à Nuremberg comme étant le crime suprême, celui qui contient et rend possible tous les autres : le crime contre la paix. Contre l'avis explicite des Nations-Unies et de l'immense majorité de l'opinion publique mondiale, ils ont envahi et occupé un pays qui ne représentait aucune menace pour leur sécurité, étant quasiment sans défense et affaibli par douze ans d'un des embargos les plus cruels de l'histoire.

Les prétextes invoqués pour justifier cette agression s'effondrent les uns après les autres : il n'y avait pas d'armes de destruction massive en Irak et, avant l'invasion, aucun lien avec le terrorisme. Le dernier argument, propager la démocratie et les droits de l'homme, bien qu'il soit facile à ridiculiser après la divulgation des photos de prisonniers « maltraités », mérite néanmoins qu'on s'y arrête. Le véritable problème des États-Unis en Irak ne vient pas tant des erreurs commises (même s'il y en a eu un certain nombre), mais du fait que, d'une part, étant donné leur rhétorique, il leur est difficile d'imposer immédiatement une dictature en Irak et que, d'autre part, il leur est impossible d'y accepter un régime même modérément démocratique. Pourquoi ? Simplement parce qu'un gouvernement démocratique est obligé de prêter attention aux désirs de sa population et, du moins si l'on en juge par l'opinion dans le reste du monde arabe, il y a trois choses que les Irakiens voudraient sans doute mais qui sont totalement inacceptables pour les Américains. Tout d'abord, contrôler effectivement leur pétrole (le prix et les quantités produites) ; en deuxième lieu, démanteler les bases américaines sur leur sol. Et finalement, construire un contrepoids militaire effectif à l'hégémonie israélienne dans la région, en acquérant, si nécessaire, un arsenal nucléaire. Après tout,

la France et la Grande-Bretagne étaient démocratiques lorsqu'elles ont construit leur arsenal nucléaire en réponse à la perception d'une menace soviétique et la majorité de leur population n'était pas opposée à cette politique. Mais il n'y avait pas eu de guerre directe entre ces pays et l'URSS (contrairement à ce qui s'est passé entre l'Irak et Israël en 1967) et il aurait été inconcevable pour les Soviétiques de bombarder un réacteur nucléaire français, comme Israël l'a fait en Irak. Inutile de dire que les États-Unis ne peuvent pas laisser l'Irak entre les mains d'un gouvernement qui imaginerait même mettre en œuvre de pareilles politiques. Mais ils ne peuvent pas être sûrs que des élections libres ne mèneraient pas à l'avènement d'un tel gouvernement.

#### Pas le Viêt-Nam ?

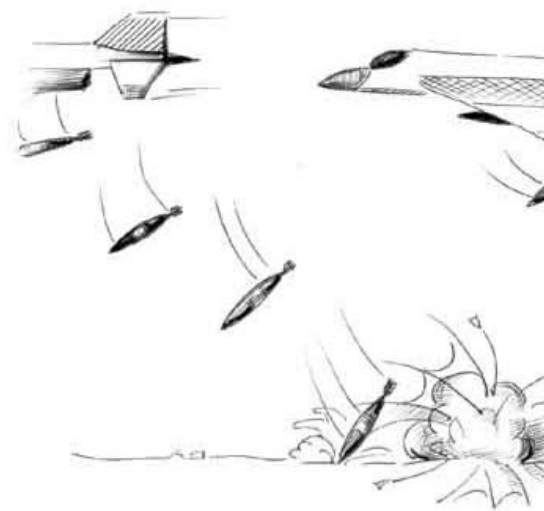
En attendant, tout ne se passe pas comme prévu. Des centaines de soldats tués, des milliers d'autres blessés, la démoralisation, le doute jeté jusque dans les milieux dirigeants américains. Pour se rassurer, on se dit : « ce n'est pas le Viêt-Nam ». Minute : ce n'est pas encore le Viêt-Nam. Mais la résistance est plus diversifiée et a des buts moins clairement politiques qu'au Viêt-Nam, ce qui peut rendre toute négociation future plus difficile pour les Américains. On peut aussi faire d'autres comparaisons : la résistance en France ou en Belgique n'avait sûrement pas, un an après l'invasion allemande de 1940, la force de frappe de la résistance irakienne. Que les « libérateurs » américains provoquent plus d'hostilité et moins de collaboration en Irak que les agresseurs nazis ici devrait susciter une certaine réflexion chez les partisans de l'« ingérence humanitaire ».

D'ailleurs, si la situation continue à se détériorer pour les Américains en Irak, c'est la gigantesque industrie intellectuelle de l'interventionnisme « humanitaire » (des milliers de livres, de cours, de films) qui risque fort de se trouver en difficulté. Depuis la fin de la guerre du Viêt-Nam, cette industrie invoque les droits de l'homme, en dehors de tout contexte historique et en évitant soigneusement de parler des droits économiques et sociaux, afin de justifier l'ingérence des pays riches dans les affaires intérieures des pays pauvres. Il est assez comique de voir que c'est en vertu même de tout ce qu'ils ont dit sur Sad-

dam Hussein que la guerre en Irak était, du point de vue des partisans de l'ingérence humanitaire, le meilleur exemple concevable où mettre en pratique leur politique. Le résultat, du moins si on le regarde sans œillères occidentales, n'est pas beau à voir : d'un côté une élite américaine riche, surarmée, réprimant la population irakienne, instrumentalisant l'ONU et contrôlant, tout en les dilapidant, les ressources de la planète ; de l'autre côté, un peuple pratiquement sans ressources, isolé diplomatiquement, ne puisant sa force que dans son

## Le « cadeau »

unité (au-delà des divisions entre chiites et sunnites tant espérées par les occupants) et dans son héroïsme. Cette guerre, si elle permet de remettre en cause les idéologies interventionnistes occidentales, pourrait bien déboucher sur une perspective, à la fois plus réaliste et plus modeste, de nos rapports avec le reste du monde.



#### Aucune aide à l'occupation

Le mouvement qui s'est opposé à la guerre doit tout faire afin qu'aucune aide, matérielle, symbolique ou autre, même sous prétexte de reconstruction, ne soit apportée à l'occupation. Il faut aussi diffuser un maximum d'informations sur la situation en Irak, de façon à rendre la répression de la résistance aussi difficile et impopulaire que possible. Il est important, justement pour éviter tout conflit de civilisation, de montrer au monde arabe que la population européenne n'approuve pas la

## pour demain ?

non seulement de bâtir une force politique conséquente et renforcer les organisations syndicales, mais aussi de développer une solidarité de fait au sein de l'ensemble de la société.

Cela signifie qu'il faut non seulement créer un rassemblement des forces politiques et syndicales de gauche qui aspirent au changement, mais aussi conquérir l'hégémonie politique, sociale et culturelle dans l'ensemble de la société afin de dégager une large majorité soutenant le projet d'alternative au capitalisme parmi les ouvriers, les salariés et toutes les couches populaires qui vivent en dehors du circuit du travail ou en marge de la société.

Aussi, notre parti doit se préoccuper non seulement de l'exploitation des salariés (aliénation économique), mais aussi de toutes les autres formes d'aliénation (sociales, culturelles, sexistes, éthiques...), d'oppression et de destruction de l'homme et de la nature. Nous devons nous sentir concernés non seulement par la lutte traditionnelle des travailleurs organisés, mais aussi par les luttes des femmes, des jeunes, des retraités, des chômeurs, des exclus sociaux, des immigrés, de tous ceux qui sont victimes du capitalisme. Il est nécessaire, au travers de ces luttes, de dégager un projet politique révolutionnaire susceptible de motiver et de rassembler toutes les forces sociales contestatrices jusqu'à présent trop divisées.

Le projet communiste devrait impliquer une réflexion sur ces questions :

- Que faire pour enclencher un processus de désaliénation et de libération de l'homme, mettant ainsi fin à toutes les formes d'exploitation capitaliste ?
- Quelles mesures prendre pour mettre fin à l'emprise de la mondialisation capitaliste sur les forces vives de l'humanité, ainsi qu'à l'horrible destruction

du potentiel humain de créativité à laquelle se livrent les détenteurs des leviers économiques, financiers et politiques ?

- Le socialisme est-il possible sans conquête du pouvoir politique par l'ensemble de la gauche, assurant son hégémonie sur l'ensemble des structures étatiques et administratives du pays, en symbiose avec le mouvement social, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs et autres composantes populaires ?
- Un projet sérieux d'alternative au capitalisme peut-il concevoir un processus d'évolution vers une société socialiste tout en laissant les leviers de commande aux mains du capital financier et économique, non seulement sur le plan national, mais surtout au niveau européen et international ? Si nous voulons créer les conditions indispensables pour débarrasser l'humanité de l'aliénation et de l'exploitation de l'homme par l'homme, le projet historique des communistes de socialisation ou d'appropriation collective des grands moyens de production et de commercialisation (transports, secteur énergétique, banques...) reste-t-il un objectif nécessaire ? Rappelons que, pour Marx, « le dépérissement de l'Etat » et l'abolition de la propriété privée, à savoir l'appropriation collective des moyens de production sous contrôle et gestion des producteurs eux-mêmes, devaient créer les conditions favorables aux désaliénations sociales et individuelles.

Au forum organisé par le mouvement Attac en septembre 2001 à Liège, Ricardo Petrella, dans son discours d'ouverture, a laissé entendre qu'il était à la fois nécessaire que la gauche européenne lutte contre la privatisation des services publics encore existants et réfléchisse à nouveau à la problématique de l'appropriation collective des moyens de production et d'échanges.

Mais cette socialisation devrait aussi aller de pair avec un élar-

gissement de la démocratie socialiste et un développement de l'autogestion à tous les niveaux de la vie politique, économique, sociale, culturelle, afin de permettre la participation active de tous les citoyens et d'éviter que ressurgissent des pratiques bureaucratiques et autoritaires comme celles vécues pendant et après la période stalinienne.

Nous sommes bien conscients que, suite à l'évolution du capitalisme, de telles mesures sont difficilement envisageables avec des chances de succès si elles restent limitées à un seul pays. De là, la nécessité de dégager des convergences politiques et syndicales pour développer les luttes à l'échelle de l'Europe et du monde.

#### 6 - Quel rôle pour notre parti ?

Pour les communistes, l'objectif n'est pas d'avoir un parti politique qui pratiquerait « une politique réformiste de gauche », un peu plus à gauche que celle du PS ou d'Ecolo, mais bien de reconstruire un parti qui mette clairement en avant (y compris dans ses formulations et son vocabulaire) une alternative crédible de changement de la société capitaliste en une société socialiste, solidaire, démocratique et pluraliste.

Pas de parti guide ou d'avant-garde seul détenteur de la vérité, mais un parti intégré dans le mouvement social, capable d'élaborer un véritable projet alternatif au capitalisme, capable aussi, en partant des problèmes quotidiens des travailleurs et des autres couches populaires exploitées, de travailler avec les autres forces de gauche afin susciter une dynamique de rassemblement de tous ceux qui aspirent au changement sur un objectif commun : **créer une autre société plus juste, plus démocratique, plus solidaire, débarrassée de l'exploitation et de l'aliénation.**

Robert Houtain

*La première partie de ce texte a été publiée dans le N°1 du DR. D'autres analyses et opinions de militants suivront, pour contribuer à un débat d'idées que nous souhaitons impulser dans le courant communiste en Belgique.*

#### 4 - Quel communisme pour demain ? Eviter les erreurs du passé

Une expérience d'un certain socialisme a échoué à l'Est. Une des erreurs du système soviétique fut de maintenir et même d'accentuer, après la révolution, une force étatique et de parti contraignante et oppressive, anéantissant toute expression et liberté.

Après la révolution de 1917, on a trop cru que le communisme serait l'affaire d'un Etat, d'un parti, voire d'un homme, sans se rendre compte que le communisme est tout le contraire d'une telle évolution et se construit avant tout en partant du mouvement social, c'est-à-dire à partir des sensibilités des travailleurs et du mouvement populaire. En agissant ainsi, on a fait perdre au communisme sa crédibilité, sa vitalité et son essence même. On sait maintenant à quelles déconvenues et à quels drames cela nous a menés. Le socialisme fut aussi trop limité à la conquête de l'Etat et à la propriété sociale des moyens de production.

Cette voie réductrice a placé au second plan, pour ne pas dire ignoré, les autres éléments essentiels du communisme :

- le développement et l'épanouissement des individus,
- le dépérissement de l'Etat,
- l'élargissement de la démocratie socialiste à tous les niveaux de la société,

- la disparition de l'aliénation économique et sociale par la participation effective des travailleurs et couches populaires à la gestion des entreprises et collectivités.

L'ensemble de ces éléments aurait dû être pris en compte pour permettre le développement d'une véritable société communiste et éradiquer progressivement toutes les aliénations et dominations (à décharge des communistes russes, rappelons que des conditions historiques très défavorables avant, pendant et après la révolution d'octobre n'ont pas permis que se développe un socialisme démocratique).

Il nous faut maintenant reconstruire une identité et un projet

communistes en évitant, d'une part la dérive réformiste et, d'autre part une idéologie figée dans les dogmes du passé.

Un marxisme vivant, adapté et ressourcé aux réalités contemporaines peut nous aider à recréer une crédibilité et un espoir d'alternative communiste. Une nouvelle motivation révolutionnaire - dégagée des formes du passé - est plus que jamais d'actualité.

De l'échec du «socialisme réalisé» devraient se dégager ces réflexions :

- Le socialisme n'implique pas de choix entre égalité et liberté. La création d'une société socialiste nécessite les deux pour se développer afin de permettre l'épanouissement matériel et spirituel de tous les citoyens. La lutte pour la démocratie socialiste et la liberté sont parties intégrantes du combat contre toutes les aliénations. Pour Marx, la liberté se résume en une phrase : « le libre développement de chacun est une condition du libre développement de tous ». De là, la nécessité de placer l'être humain au centre de tous nos projets alternatifs. L'émancipation individuelle ne peut être scindée de l'émancipation collective.
- Aucun parti ou groupe organisé, prétendant détenir vérité et solutions, aussi valables soient-elles, ne peut à lui seul assurer le développement d'une société socialiste. Le socialisme est l'affaire de tous.

- Il nous faut avancer avec les autres en tenant compte des problèmes et des besoins des travailleurs et des couches populaires et en élaborant avec toutes les forces de gauche les alternatives de changement, tout en mettant en avant notre propre projet de société.

Marx ne disait-il pas : « l'histoire a toujours plus d'imagination que

## Quel Communisme pc

nous » et « ce sont les hommes qui font l'histoire » ? Pas les Etats, ni les penseurs, ni les idéologues, ni les partis, qui n'y participent et n'y concourent que portés par les rapports de forces que construisent les peuples.

Certes, le parti bolchevik a joué un rôle primordial au cours de la révolution, mais il n'aurait jamais pu tenir ce rôle sans la mobilisation et la révolte de la grande masse des ouvriers et des paysans. Le mérite des bolcheviks fut de mettre en avant les préoccupations essentielles du peuple russe à cette époque : la paix, le pain et la terre. Ce faisant, ils ont collé étroitement aux réalités du moment. Malheureusement, dans les années qui suivirent, cet aspect essentiel de la pratique communiste (insertion dans le mouvement social et prise en compte des besoins populaires) fut petit à petit occulté au profit d'un développement bureaucratique éloignant parti et Etat des réalités sociales et économiques vécues par le peuple. Nous en concluons que :

Il n'y a pas de socialisme possible sans la plus large démocratie et sans participation active des travailleurs et des couches populaires à la vie économique, sociale et politique.

Il est nécessaire de placer la recherche du bonheur, l'émancipation et les désaliénations humaines au centre de toutes nos propositions alternatives dans les domaines économiques, sociaux, politiques, éthiques et culturels.

#### 5 - Rendre possible demain ce qui semble impossible aujourd'hui

Le rôle de la gauche n'est pas de maintenir les équilibres existants favorables au capitalisme mais de créer de nouveaux rapports de forces contestataires en partant de la réalité pour la transformer. Construire ce mouvement populaire contestataire implique

politique américaine, ni d'ailleurs le soutien que lui apportent ou voudraient lui apporter certains dirigeants européens. Ce combat sera plus difficile et plus nécessaire si Kerry est élu et s'il fait ce qu'il promet, à savoir recruter de nouvelles troupes, « maintenir le cap », c'est-à-dire l'occupation, et essayer d'embarquer les « alliés des Etats-Unis », c'est-à-dire nous, dans l'aventure irakienne.

Si on regarde l'histoire, on constate que les progrès sociaux ne sont souvent possibles que suite à des boule-

## de la guerre »

versements violents. Aussi injuste qu'il soit, le système socio-économique existant se reproduit en inculquant à ses victimes, à travers des centaines d'expériences négatives, l'idée que « cela ne sert à rien de se révolter, de toutes façons, on sera vaincu ». Mais des crises se produisent lorsque non seulement les classes dirigeantes doivent recourir à la violence la plus bru-



tales et aux mensonges les plus éhontés, mais sont de plus vaincues sur le plan militaire. Alors de modestes pas peuvent être franchis vers plus de justice.

Après la défaite de Napoléon III à Sedan se produit la Commune de Paris, après le carnage de la première guerre mondiale, naissent le suffrage universel (masculin), les débuts de la décolonisation et le renforcement des syndicats ; après la déroute du fascisme et des larges fractions de nos classes dirigeantes qui l'avaient soutenu, de nombreux progrès sociaux et la fin de la

décolonisation sont réalisés. Finalement, les révoltes des années soixante sont liées à l'embourbement américain au Viêt-Nam. Il est trop tôt pour dire si la résistance irakienne finira par coincer les Etats-Unis dans une guerre ingagnable, mais, si elle y arrive, alors elle peut contribuer à changer la face du monde. En effet, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le système extrêmement injuste dans lequel nous vivons repose sur le fait que tout changement social progressiste, où qu'il se produise, se heurte à l'hostilité des Etats-Unis, hostilité qui commence par être diplomatique et économique et, si cela ne suffit pas, utilise le sabotage et la propagande et, en fin de compte, l'intervention militaire. Lorsque les Américains sont entrés à Bagdad, la question qu'ils se posaient était : à qui le tour ? La Syrie, l'Iran, Cuba, la Libye ? Grâce à la résistance irakienne, il est peu probable que ces pays soient envahis dans l'immédiat, même s'ils continueront à être subvertis par des moyens plus traditionnels. Cette résistance va aussi, sans doute, redonner espoir aux Palestiniens, qui en ont bien besoin. Et si, à terme, l'arme ultime qu'est l'invasion se révèle inutilisable, c'est tout le système impérial américain qui risque d'être déstabilisé.

Avant le début de la première guerre mondiale, Lénine pensait que les empereurs d'Autriche et de Russie ne feraient pas aux socialistes le « cadeau d'une guerre ». C'est évidemment ce qu'ils ont fait, ce qui a eu pour résultat, d'une part, de jeter ces empereurs dans les poubelles de l'histoire et, d'autre part, de faire en sorte que le nom de Lénine ne soit pas connu uniquement par des historiens étudiant les petits groupes marxistes actifs dans l'Empire russe. Aujourd'hui, une alliance « néo-conservatrice » entre des sionistes radicaux, des chrétiens fondamentalistes et des partisans de l'ingérence humanitaire a de nouveau fait le « cadeau d'une guerre », mais on ne sait pas encore à qui : aux islamistes, au mouvement altermondialiste, ou à d'autres ? La boîte de Pandore est ouverte et nul ne peut prédire comment elle se refermera. Néanmoins, il faut reconnaître qu'en immobilisant l'armée américaine et en mettant en question son invincibilité, même temporairement, les Irakiens, comme les Vietnamiens dans le passé, luttent et meurent pour l'humanité entière.

Jean BRICMONT

## Brèves....

### Le restructurateur du mois

La banque néerlandaise ABN AMRO a programmé un nouveau plan d'économies de 500 millions d'euros par an qui sera lancé en 2007 et qui inclura de nouvelles pertes d'emplois.

Cette annonce a été faite lors de la présentation d'excellents résultats trimestriels. Le bénéfice net de la banque a en effet progressé de quelque 30 % pour s'élever à 1,92 milliards, laissant espérer une croissance de 10 % au moins sur l'ensemble de l'année.

L'éthique capitaliste étant ce qu'elle est (ou, plus simplement, n'étant pas), on ne doute pas que cette annonce aura dans les semaines à venir un effet positif sur la valeur en bourse des actions d'ABN AMRO, comme ce fut le cas en son temps avec Michelin.

### Les méthodes des autorités pénitentiaires israéliennes

Afin de briser une grève de la faim entamée par quelque 1500 détenus palestiniens qui réclament une amélioration de leurs misérables conditions de détentions, les autorités pénitentiaires israéliennes ont décidé d'organiser des barbecues dans la cour de leurs prisons. Les gardiens ont reçu l'ordre de manger des falafels, des pains et des gâteaux devant les prisonniers afin de les allécher. Quand une « démocratie » en vient à user de telles techniques, on reste tout simplement sans voix.

### Et pendant ce temps...

Le gouvernement israélien a lancé un appel d'offre pour la construction de 1.001 nouveaux logements dans des colonies juives de peuplement en Cisjordanie. Cet appel d'offre est (évidemment) une violation directe des accords d'Oslo, mais il l'est également de la « feuille de route » proposée par les Etats Unis (laquelle ne prévoyait pourtant qu'un simple un gel des colonies). On suppose que l'administration Bush verra dans cet appel d'offre une légitime tentative de la part d'Israël de se défendre contre des agressions terroristes.

suite page 11

La victoire du président Chavez, lors du référendum du 15 août visant à le révoquer, est une reconnaissance de la politique sociale de son gouvernement : programmes de santé, alphabétisation, réforme agraire, promotion des droits des pêcheurs artisanaux, protection des minorités indienne et noire. Mises en route avant même la hausse pétrolière actuelle, ces réformes sont pour beaucoup dans la popularité de Chavez. Il s'agit aussi d'un appui à sa recherche de construction d'alternatives au néolibéralisme, et à ses efforts en faveur d'une intégration autonome de l'Amérique latine par rapport aux grands centres de pouvoir, les Etats-Unis en particulier.

Malgré tout l'argent déversé par les agences américaines, malgré les cinq chaînes de télévision privées qui se sont déchainées contre Chavez, malgré le sabotage pétrolier de deux mois qui a signifié des pertes de 20 milliards de dollars, malgré l'évasion des capitaux (30 milliards de dollars en trois ans, avant que le gouvernement n'instaure le contrôle des changes), malgré les intimidations, ils ont été 6 Vénézuéliens sur 10 à appuyer le gouvernement Chavez, soit 3 % de plus que lors de l'élection de 1998.

C'est aussi une belle victoire de la démocratie vénézuélienne en soi, parce que l'application du référendum révocatoire, instauré par la nouvelle Constitution bolivarienne, est une première mondiale, un pas vers la démocratie participative ; en outre des millions de personnes, traditionnellement exclues, ont pu participer enfin à la vie politique du pays. En quelques mois, deux millions d'électeurs ont été inscrits dans les registres électoraux.

Une des choses les plus extraordinaires que l'on découvre en visitant le Venezuela aujourd'hui, c'est la nouvelle prise de conscience par les habitants des quartiers pauvres du fait qu'il ont des droits, et qu'ils

peuvent être importants pour le processus populaire. Cette découverte ne s'est pas faite en un jour. Ce fut d'abord - bien avant Chavez - la prise de conscience d'une appartenance de classe lors du soulèvement contre le FMI, le 29 février 1989. Même s'il fut réprimé dans le sang par le président social-démocrate Carlos Andrés Perez, ce soulèvement a changé le pays, et un des principaux mérites de Chavez fut sans doute d'avoir réussi à traduire cette révolte spontanée en un projet politique à long terme. Cette politisation est aussi le produit du processus de réforme de la Constitution, des programmes d'alphabétisation, de santé, des campagnes d'information sur les enjeux politiques, et notamment les fameux programmes dominicains *Alo Presidente*, très raillés par la bourgeoisie, mais très efficaces pour que tous prennent conscience des enjeux politiques et sociaux des conflits qui traversent le pays.

Cela constitue un camouflage magistral pour tous ces médias, nationaux et internationaux, qui ont tenté de délégitimer Chavez, de justifier les tentatives de coup d'état, en nous assénant sans cesse que ce « dictateur », ce « populiste », cet « anti-Lula, qui parle mais ne fait rien », représentait difficilement 30 % des Vénézuéliens.

C'est parce qu'ils savent que ce résultat montre sous leur vrai jour les tentatives de coup d'état et de sabotages, c'est parce qu'ils nient l'existence de cet autre Venezuela, que les dirigeants de l'opposition refusent toujours de reconnaître le résultat du scrutin, contre toute évidence, contre l'avis unanime des

observateurs, et malgré la reconnaissance - tardive - des Etats-Unis.

Quand on a vu les images du coup d'état d'avril 2002, les morts programmés pour justifier le putsch et la chasse à l'homme de 24 heures qui a suivi (70 morts), avant que le peuple ne restaure la démocratie ; quand on sait que l'opposition a ensuite eu recours à un sabotage pétrolier de trois mois qui a plongé l'économie du pays dans le rouge ; quand on a entendu des dirigeants de l'opposition déclarer à la télévision avant le vote que, en cas de victoire, ils feraient « payer les chavistes », quand on a lu les récentes déclarations de l'ex-président social-démocrate Andrés Perez, pour qui le président Chavez doit être renversé par la violence et qui prône l'instauration d'une dictature de transition, on réalise mieux ce que l'on a heureusement évité, grâce au résultat clair du scrutin du 15 août.

Ce n'est pas Chavez qui a divisé le Venezuela, quoi qu'en disent cyniquement certains journalistes. Ce sont ceux qui, ayant gouverné pendant 40 ans, en appliquant la très classique doctrine de la sécurité nationale, avec son cortège de personnes emprisonnées, torturées, disparues, ont plongé dans la pauvreté 70 % des habitants d'un pays immensément riche, puisqu'il est le cinquième producteur de pétrole du monde.

C'est pourquoi lorsque le gouvernement parle de dialogue avec l'opposition, nombre d'organisations de base insistent sur le fait que celui-ci ne peut se faire en négociant l'application à tous de la Constitution, cela ne peut se faire en ignorant à nou-

# VENEZUELA

## Victoire du NON au néolibéralisme

veau les droits légitimes réclamés par cet autre Venezuela.

Sur le plan international aussi, la victoire de Chavez dynamise les résistances au néolibéralisme, dont l'Amérique latine est devenue en quelque sorte une avant-garde. Beaucoup d'espoirs sont mis dans la politique de ce pays qui refuse la mise en concurrence entre eux des pays du Sud, prônée par l'OMC et les pays du Nord. Au lieu de cette course entre pays du Sud, le Venezuela œuvre très activement pour de véritables coopérations Sud-Sud, basées sur la complémentarité entre les économies. Il multiplie les accords, tant bilatéraux avec les pays latino-américains (notamment avec l'Argentine qui va lui fournir des produits pour l'industrie pétrolière) que régionaux (Communauté andine des Nations, Mercosur...) ; et il renforce toutes les alliances possibles de pays du Sud entre eux (G-20 à l'OMC...) pour résister aux pressions occidentales dans les espaces de négociation dominés par les pays industrialisés (OMC, Zone de libre échange des Amériques,...).

Ces politiques courageu-



ses ont contribué à ce que se brisent un peu les préjugés négatifs contre le gouvernement Chavez, enracinés notamment dans les secteurs syndicaux. Peu à peu, se multiplient les prises de position favorables au processus, et notamment celles de la CUT au Brésil, de la CGIL italienne, de filiales de la centrale syndicale CISL, dont la régionale ORIT a par contre appuyé les actions les plus irresponsables de la Centrale syndicale bureaucratique CTV. Carlos Ortega, leader de la CTV, mais élu au terme d'élections « bidon », avait été un des piliers du coup d'état, tout comme l'association patronale FEDECAMARAS.

Comme l'Espagne qui s'est empressée de féliciter le président Chavez pour sa victoire (alors que l'ex-premier ministre Aznar avait appuyé le coup d'Etat), la Belgique et l'Union européenne devraient changer d'attitude vis-à-vis du Venezuela, et abandonner le suivisme par rapport aux Etats-Unis, les injonctions autoritaires et l'attitude faussement équilibrée entre une opposition qui ne cesse de répudier la démocratie et un gouvernement qui l'approuve avec l'appui de la majorité de la population.

Paul-Emile DUPRET

Membre du «Collectif Venezuela 13 Avril», fondé après le coup d'Etat de 2002 et s'efforçant de diffuser des informations sur la situation au Venezuela.

Contact :  
venezuela13avril@collectifs.net

## Brèves....

### Agression anti-démocratique à l'encontre du réseau anticapitaliste RAGe

Les responsables du bâtiment de Haringe dans lequel le week-end RAGe devait avoir lieu ont décidé de façon unilatérale d'annuler la réservation faite par le réseau anticapitaliste quatre jours avant le début du week-end, mettant de fait les jeunes altermondialistes dans l'impossibilité de tenir leur activité. Les responsables évoquent un affichage sauvage (dans les faits, quelques affiches ont été posées aux alentours du site qui devait héberger le week-end afin d'inviter les jeunes de la région à y participer) et leur crainte d'une manifestation de masse d'antimondialistes (forcément violents, dans leur conception) pour justifier leur décision.

Il s'agit une fois de plus d'une démonstration triste mais claire des limites (de plus en plus présentes) de notre démocratie et de la dérive droitière toute particulière qui sévit en Flandre. Le réseau s'est bien évidemment engagé à organiser un nouveau week-end (dans un autre lieu) d'ici quelques mois. Vous trouverez de plus amples informations concernant cette affaire sur le site [www.jcc.be.tf](http://www.jcc.be.tf).

### Télévision poubelle : quelles limites ?

Les « reality shows » (qui ont bien peu avoir avec la réalité si ce n'est pour ce qui est du détestable miroir de la société qu'ils constituent) réinventent sans cesse le sordide. Depuis quelques temps, c'est un show intitulé « Win The Green » (« Gagne la Carte Verte ») qui fait fureur aux Etats-Unis. Les candidats de ce « jeu » recrutés principalement parmi les immigrants venus d'Amérique du Sud ou Centrale doivent se soumettre aux tâches les plus abjectes (avaler des verres de terre vivants, engloutir un taco fourré d'abats, sauter entre des camions lancés à pleine vitesse,...). Les gagnants n'ont pas droit directement à la fameuse Green Card, le permis de résidence permanente aux Etats-Unis, mais à une armée d'avocats pendant un an afin de régler leur demande (ce qui laisse rêveur quant à l'équité typiquement de mise pour l'obtention de celle-ci).

suite page 15